
Études de cas sur le plaidoyer

DROITS FONCIERS POUR LES POPULATIONS INDIGÈNES DU HONDURAS

PAYS :	Honduras
THÈMES :	Terres et propriété
APPROCHES DE PLAIDOYER :	Mobilisation de la communauté ; sensibilisation des membres de la communauté ; représentants du gouvernement : lobbying ; représentants du gouvernement : les rencontrer ; création d'alliances et de coalitions

Depuis plus de trente ans, MOPAWI, un partenaire de Tearfund, lutte au Honduras pour l'obtention de droits fonciers pour les populations indigènes. Le peuple Miskito, à l'est du Honduras, vit dans La Mosquitia, une magnifique forêt tropicale éloignée, qui abrite une faune rare et abondante. Au cours des dernières décennies, ses terres ont été fortement menacées par des éleveurs de bétail agressifs, des gangs de trafiquants de drogue et des promoteurs prévoyant d'énormes usines hydroélectriques.

Lorsque l'organisation MOPAWI a commencé à travailler dans la région, elle a découvert que les populations indigènes qui l'habitaient croyaient que leurs terres leur appartenaient, alors qu'en fait elles étaient classées comme territoire national. Cela signifiait que personne ne jouissait de droits d'occupation et que quiconque pouvait s'y installer « pacifiquement » et, par la suite, les revendiquer comme siennes. MOPAWI a œuvré à sensibiliser le peuple indigène à la question d'occupation des terres et à l'aider à s'organiser pour revendiquer ses droits fonciers.

Le gouvernement a tenté d'imposer des plans de construction d'un grand barrage hydroélectrique au centre des terres traditionnelles, qui aurait eu des conséquences potentiellement cataclysmiques pour les populations indigènes et leurs moyens de subsistance. La réponse de MOPAWI a été d'aider à l'établissement d'une coalition entre les groupes communautaires indigènes, d'autres groupes environnementaux et des représentants du gouvernement. L'organisation a également rencontré le gouvernement et les entreprises concernées afin d'aborder les questions et de présenter leurs inquiétudes. Cela a été fait lors de réunions privées ainsi que par le biais d'un forum public dans la ville capitale de Tegucigalpa, auxquels ont été invités le gouvernement, les entreprises, les groupes indigènes, les groupes environnementaux ainsi que les médias.

MOPAWI a également contacté des organisations partenaires au Royaume-Uni, comme Tearfund, et aux États-Unis, comme le Native Lands Group et l'International Rivers Network. Elle leur a demandé d'exercer une pression externe sur le gouvernement hondurien et les entreprises pour arrêter les plans de barrage. Le barrage proposé est devenu un sujet d'intérêt national, et les entreprises de construction, craignant que cela ne soit pas un bon investissement, étaient plus soucieuses de discuter, même si elles prévoyaient toujours d'aller de l'avant avec la construction.

La coalition ne s'est pas contentée de s'opposer au barrage, mais elle a aussi tenté de trouver des solutions alternatives. Elle a reconnu le besoin d'électricité et a montré qu'une série de barrages plus petits pouvait être construite dans l'ensemble du pays pour fournir plus d'électricité. Elle a également montré comment, par l'énergie de la biomasse, solaire et éolienne, le Honduras pouvait produire suffisamment d'électricité pour la totalité de sa population.

Au bout du compte, les entreprises concernées se sont officiellement retirées du projet de construction du barrage, en donnant comme raison l'opposition de la population locale.

Depuis, le peuple indigène de La Mosquitia continue de s'organiser et de faire campagne pour revendiquer ses droits à ses terres traditionnelles. En conséquence, le gouvernement a maintenant octroyé des titres fonciers au peuple indigène Miskito pour une énorme superficie de ses terres – au total 1 400 000 hectares, soit 14 000 km². Ces nouveaux titres définissent cette zone comme terres communautaires et « inaliénables », ce qui signifie que nul ne possède de droits individuels sur ces terres et que nul ne peut les vendre.